

Affiché le

0 4 NOV. 2025

ARRETE MUNICIPAL n°97/2025

Arrêté de circulation et de stationnement du 17 novembre au 21 novembre 2025 Les Champs Neufs

Le Maire de la Commune de Frossay, (Loire-Atlantique),

VU Le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment son article L.113-2 du Code de la Voirie Routière,

VU Le Code de la Route,

VU L'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, complété par l'arrêté du 8 avril 2022,

Considérant la demande d'abattage de 7 peupliers au lieudit Les Champs Neufs du CONSEIL DÉPARTEMENTAL situé 26 Boulevard Victor Hugo - CS 96308 - 44263 NANTES CEDEX 2, en date du 31 octobre 2025,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement dans un but de sécurité publique,

ARRETE

<u>Article 1</u>: Du lundi 17 novembre 2025 au vendredi 21 novembre 2025 inclus, au lieudit Les Champs Neufs, du Pont des Sardines à la limite territoriale avec Le Pellerin :

- La vitesse sera limitée à 50 km/h
- Le dépassement sera interdit
- Une voie sera neutralisée
- La circulation alternative sera réglée par piquets K10
- Le stationnement sera interdit.

La voie concernée est identifiée sur le plan annexé à cet arrêté.

<u>Article 2</u>: Cet arrêté ne sera pas applicable le mardi 18 novembre 2025, en raison d'une battue administrative organisée dans ce secteur géographique

Article 3 : La signalisation sera mise en place par le CONSEIL DÉPARTEMENTAL.

<u>Article 4</u> : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

<u>Article 5</u> : Le présent arrêté sera transmis à la Gendarmerie, à la Police Municipale et au demandeur.

Le 31 octobre 2025

Le Maire,

Ivain SCHERER

Le présent arrêté pourra être contesté dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication :

- par un recours gracieux, à adresser à l'attention de M. le Maire ;
- par un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes ;
- par la saisine de Monsieur le Préfet de la Loire-Atlantique en application de l'article L.2131-8 du Code général des collectivités territoriales.

ANNEXE

